

ENTRETIEN Jacques LERICHOMME

Par Josiane Dragoni, IR-FSU

Le 9 avril 2014

Tes responsabilités ?

J'étais au secrétariat national du SNUipp à l'époque, de la création du SNU... jusqu'en 2001. Ensuite, j'ai quitté Paris.

Lors d'une première phase, le constat de l'historien, (en relisant la lettre du SNUipp), c'est que l'année 1997-98 est entièrement consacrée à la question de l'intégration. Il semble que jamais aucun autre élément ne soit abordé à l'interne. À tel point que le SNUipp passe, et le reconnaît dans son conseil national du mois de fin d'année, à côté du mouvement en Seine-Saint-Denis. J'ai pu rater quelque chose mais seuls les représentants de l'Ecole Emancipée, ou des militants dans une ou deux sections, remettent en cause cette ligne (ne pas s'occuper du fédéral, et de passer à côté de problèmes importants).

Tout me revient en mémoire sur les contradictions qui existaient effectivement dans la fédération. Je parle là en tant que militant de l'Ecole Emancipée, militant du SNUipp avant tout, mais de sensibilité Ecole Emancipée. L'arrivée d'Allègre au gouvernement, dans le cadre d'un gouvernement de gauche, a déstabilisé la direction du SNU. Il faut replacer ça dans le contexte, où on se disait : avec ce gouvernement-là, on va pouvoir discuter sur nos revendications, obtenir un certain nombre d'avancées ... Au moment d'Allègre, j'ai vécu ces contradictions avec le mouvement des chômeurs. J'y étais présent avec un autre camarade pour la FSU. J'avais fait un communiqué le soir qui disait : on soutient le mouvement des chômeurs. Et le communiqué qui est sorti de la FSU était strictement l'inverse de celui que j'avais rédigé. En gros, il disait qu'il n'y aurait aucune attaque vis-à-vis du gouvernement.

Le mouvement des chômeurs, c'est l'hiver 97 - 98.

C'est la première fois qu'il y avait irruption de 10 000 chômeurs dans la rue, qui contestaient l'orientation gouvernementale... Je ne me rappelle plus combien ils avaient obtenu, c'était en francs à l'époque. J'avais dit : le compte n'y est pas, mais j'avais fait un communiqué très soft. Mais le lendemain, le communiqué qui est sorti disait carrément l'inverse : on comprend le gouvernement qui est en difficulté, qui ne peut pas donner satisfaction, qui va travailler dans la durée... Effectivement il y avait un problème, dans ce contexte politique là, d'un rapport spécifique au gouvernement.

Mais très vite, en tout cas pour moi, Allègre est apparu pour ce qu'il était.

Deux choses dominant, qui m'ont profondément heurté :

D'une part, ce sont des attaques *ad hominem* contre Monique Vuillat... Je me souviens d'attaques absolument inqualifiables, de propos extrêmement violents vis-à-vis de Monique, et plus globalement d'ailleurs d'un rapport insupportable aux femmes militantes.

De telles attaques, se permettre de porter des jugements de valeur contre une dirigeante syndicale, était quelque chose de néfaste pour tout le mouvement ouvrier. Il me semble avoir proposé à la direction du SNU qu'il y ait un collectif qui dépasse largement les frontières du syndicalisme, ou que ce soit à l'initiative de féministes, à l'initiative d'autres militants syndicaux, de dire : STOP. Ça suffit vous arrêtez. Pour que ça ne soit pas une guerre privée du SNES défendant sa dirigeante. Là, on a raté le coche.

Oui mais je crois qu'il y a une tentative en ce sens.

J'aurais dû insister davantage sur ce fait : cette affaire-là ne concerne pas le SNES, mais concerne l'ensemble du mouvement ouvrier, concerne le mouvement des femmes... Il aurait fallu isoler Allègre sur ses attaques contre Monique. A l'inverse, je pense que le SNES a peut-être favorisé ce côté guerre privée... Ceci dit, nous aurions fait la même chose si Daniel Lebret avait été attaqué de cette manière-là, nous aurions fait tortue romaine autour de notre dirigeant !

Il y avait donc un problème. Dans les discussions de secrétariat, j'ai des souvenirs de Nicole Geneix ou de Danièle Czal, qui tapaient du poing sur la table : on ne peut pas laisser Monique comme ça, en tant que femme. Le SNU y était évidemment sensible, mais il refusait l'idée d'une guerre privée, parlait d'une guerre collective, contre l'orientation du ministre... Mais il n'empêche que ces attaques contre Monique existaient bel et bien.

Il y avait dans le même temps une tentative de division entre le SNU et le SNES, entre le premier et le second degré. Je voudrais m'arrêter une minute sur ce point. Côté SNU, nous avions des réunions de secrétariat où nous discutons de ces questions. Tout le monde sentait bien qu'il y avait une contradiction. Nous avons nos intérêts propres d'organisation syndicale, nous voulions faire avancer le dossier de l'intégration... mais jamais, quand je reprends les écrits, quand je replonge dans mes souvenirs, jamais ce n'était « pour mettre en difficulté le grand frère SNES », jamais nous ne nous disions (je caricature) : « profitons de cette situation pour passer, pour en tirer bénéfice contre le SNES ». Nous ne voulions pas entrer dans cette logique-là. Il faut s'enlever de l'esprit l'idée que le SNU aurait profité d'une situation. Pourquoi j'ai parlé de Monique ? Parce qu'il s'agissait d'une attaque individuelle contre une dirigeante syndicale, et d'une attaque collective contre le second degré. Et on s'est très vite aperçu que ce n'était pas contre le second degré, mais contre l'ensemble du monde éducatif.

Juste sur ce point. Pour moi, à relire les différentes interventions du SNU, je n'ai jamais l'impression que la direction UA ait perçu que les différents rapports qui sont sortis attaquaient le second degré dans l'immédiat, mais qu'ils se porteraient sur l'ensemble du système éducatif et ailleurs. On a l'impression que cette perception n'existe pas.

Je n'ai pas relu les textes mais a contrario, regarde les trois gros mouvements : la Seine-Saint-Denis dont tu as parlé, mais aussi dans le Gard et l'Hérault.

C'est après, en 2000. La Seine-Saint-Denis, c'est le printemps 98... Après, l'année 1999 est très compliquée avec en mars 99, les comités anti-Allègre, etc... Ce qui donne du grain à moudre, si je puis dire, à ceux qui disent : « vous voyez bien le SNES est profondément réactionnaire, puisque qu'il fait l'unité avec ces groupes... »

Oui, le mammoth... Tu sais que j'ai fait défiler un éléphant, moi !

Je me souviens. Ça ne débouche pas en mars, mais le premier degré est fortement dans l'action, essentiellement sur les questions des cartes scolaires. Puis en mars 2000, c'est l'apothéose. Et cela commence avec le mouvement du Gard et de l'Hérault en février.

C'était essentiellement un mouvement premier degré, dans l'Hérault et le Gard. Là, la direction du SNU était totalement impliquée dans le mouvement. Donc, pour reprendre, il y a deux niveaux. Il y a un niveau politique qu'il ne faut jamais oublier : l'illusion pour une partie de la direction fédérale, et sans doute de la direction du SNUipp, de se dire : avec un gouvernement de gauche, ce n'est pas possible qu'Allègre se comporte comme il se comporte. Il y a forcément des négociations à avoir. Et puis il y a un niveau individuel, celui des attaques contre Monique où là vraiment je me souviens que des camarades pointaient que ce type était absolument inqualifiable.

Alors, il a peut-être fallu du temps pour comprendre que ce bonhomme s'attaquait à Monique, au SNES, mais s'attaquait aussi à l'ensemble du système éducatif pour dégraisser le mammoth... Mais ces discussions-là existaient au SNU.

Je me souviens aussi de discussions avec des copains du SNES, avec Luc Muller... Nous nous trouvions parfois dans des situations difficiles. En particulier, une manif avec le SGEN, où nous avons défilé en parallèle pour aller jusqu'au Ministère de l'Education Nationale, je ne me souviens plus à quel moment c'était, mais je peux te dire que c'est Luc Muller et moi qui avons réunifié la fédération dans la rue !

C'est en 99... On va revoir au fur et à mesure puisqu'effectivement, il y avait deux manifs complètement séparées.

Oui, mais nous nous sommes débrouillés avec Luc pour choisir un parcours - le boulevard Raspail - où il y avait deux contre-allées, ce qui nous a permis de manifester ensemble, de front. C'est là où tu t'aperçois d'ailleurs que les questions d'organisation peuvent parfois être des questions très politiques.

Les différends SNES/SNU ?

Je te dis comment je ressens les choses. Je pense qu'il avait un problème dans Unité Action, mais qui remonte avant la scission, avant notre exclusion de la FEN. Le « grand frère SNES », c'est comme ça que les relations entre les deux syndicats étaient perçues dans Unité Action, j'ai entendu souvent les militants en parler en ces termes... A l'Ecole Emancipée, on était une tendance fédérale, politico-syndicale, on va dire, ces problèmes-là n'existaient pas ou très peu. Mais dans Unité Action il y avait 21 sections départementales U&A dans le 1^{er} degré, et à côté des syndicats nationaux avec la force du SNES, avec ses capacités organisationnelles, les réunions U&A se tenaient dans les locaux du SNES... Je me souviens que quand on a créé la FSU, c'était rue de Villers, dans les locaux du SNES. Qu'on le veuille ou non, quand le grand frère disait : « l'orientation c'est celle-là », les 21 sections SNI-PEGC étaient d'accord. A la création de la FSU, on a démarré grâce à l'aide du SNES, on a trouvé un local rue Villaret de Joyeuse grâce à lui. Nous étions logés par le SNES, financés en partie par le SNES. Mais très vite, grâce à nos bons résultats aux élections professionnelles, on a pu voler de nos propres ailes... De l'extérieur, ça me faisait penser à des adolescents, qui quittent le domicile des parents en disant : on a été sous leur coupe à la maison, et maintenant on gambade comme on veut, sans autorité extérieure. Il y avait un côté infantile je pense.

Infantile, mais en même temps nécessaire à l'affirmation d'un syndicat ?

Il y a eu aussi à cette période une certaine arrogance du SNU, à laquelle j'ai participé pour le coup, parce que c'était la première fois que des minoritaires, des exclus, devenaient majoritaires dans le milieu. Il faut reconnaître au SNU que nous sommes partis de 21 sections pour devenir majoritaires face au SE-FEN. Donc on avait ça, et c'est beaucoup ! Mais ça nous a donné un côté triomphaliste, prenant tout le monde de haut dans la fédération...

J'ai mis du temps à comprendre. Nous avions tendance à donner des leçons à tout le monde... Enfin, on était très fiers de ce qu'on avait fait. Il y avait la jeunesse du syndicalisme avec tous ses défauts, et toutes ses qualités. Je pense aussi qu'on a bousculé les choses dans la fédération de par notre jeunesse...

Autre chose, celle des rapports entre tendances. Quand nous avons créé le SNUipp, U&A et l'Ecole Emancipée se regardaient en chien de faïence... Pour tout te dire, quand on a démarré cette affaire, j'étais convaincu qu'il fallait y aller, qu'il n'était pas question de rester avec les UID, mais j'étais sur le vieux schéma d'une tendance Unité Action communiste, j'étais sûr que nous serions mangés tout cru

au bout de trois ou six mois, mais qu'il fallait quand même y aller car, au moment de la scission et des exclusions, il n'y avait aucun autre choix à faire que celui-ci.

Donc l'arrivée d'Allègre arrive aussi dans ce contexte de difficultés dans la fédération entre courants de pensée, mais aussi me semble-t-il au sein du courant de pensée majoritaire, U&A.

Je me rappelle de l'intervention de Danièle Czal qui disait à UA: « mais faites comme nous. Faites fonctionner votre courant de pensée. Arrivez avec une position de consensus ». L'élément de dialogue, de consensus aurait dû être la fédération. Et pour le coup ça n'a pas été le cas...

C'est vrai que le courant UA ne fonctionne pas... mais il y a des tentatives d'harmonisation de position de direction à direction, entre secrétaires généraux de chacun des deux syndicats, en fait le SNES et SNU. Et il y eut l'impossibilité de construire un équilibre entre les revendications propres à chaque secteur (celle de l'intégration pour le premier degré, parfaitement légitime) et dans le même temps des revendications et des positionnements communs sur l'école, d'un point de vue fédéral.

Donc, on voit bien qu'il n'y a pas un problème, mais deux ou trois... Allègre arrive à un moment particulier... Lui n'a évidemment pas vu tout ça, c'est un garçon brutal, il deviendra ce qu'il est devenu, mais il n'a pas fait une analyse aussi fine...

Mon hypothèse sur Allègre et le gouvernement Jospin, est la suivante : je la confronte aux militants. Derrière Allègre et son comportement personnel, il y a une politique. Au tournant des années 2000 s'opère un renversement... C'est quelques années après 95 qui est le dernier moment où il y a une volonté d'aller vers une transformation sociale même si le mouvement n'a pas abouti comme on le sait... Par contre, à l'aune de ce quasi échec ou de cette quasi réussite... l'ensemble des forces dominantes, qui essaient de se constituer en position hégémonique depuis les années 80, en France, et en Europe remportent la mise ; que ce soit au niveau européen (l'euro, les 3 % etc), du point de vue de la réforme de l'État, soit un point essentiel qui est l'angle aveugle de tout le syndicalisme... Il y a alors un renversement en France notamment de la haute fonction publique et les élites politiques etc. qui plaident pour une réforme de l'État avec le moins d'État... le new management public, etc. Avec Allègre et Strauss-Kahn, Ministre des Finances, on a le gel de l'emploi public. Si le PS laisse faire Allègre, ce n'est pas simplement parce qu'il est l'ami de Jospin, même si cela a joué forcément, mais c'est parce que c'est une politique. Pour réformer l'État à la mode libérale ou plutôt néolibérale, il faut casser les syndicats qui s'y opposent.

Je partage l'analyse que tu viens de faire. Il y avait une entreprise concertée dans le gouvernement, qui considérait qu'il y avait un problème dans l'Education Nationale avec la FSU, avec le SNES en particulier. Il y a à chaque fois une incompréhension des gouvernants face à cette structure militante qui a un rapport particulier aux personnels, qui gère les mutations, etc. La scission est aussi venue de là, à partir d'une analyse simpliste considérant qu'après la chute du mur, ce « syndicat coco » n'avait plus lieu d'être... C'est une compréhension de ce qu'est le SNES, et de ce qu'est notre rapport au syndicat. Mais pour revenir à notre sujet, je crois que nous nous sommes très vite aperçus que c'était une entreprise concertée contre l'ensemble du monde éducatif, pas simplement contre le SNES. C'était l'un des leviers pour diviser la FSU...

Un autre problème est le rapport au gouvernement. Je me souviens de cette accusation contre le SNES disant qu'il avait ses entrées au ministère du temps de Bayrou... Pour moi, ceci n'est pas choquant en soi... S'il y a mobilisation des personnels, et qu'à un moment donné la direction syndicale trouve les moyens de passage pour obtenir satisfaction pour les personnels dans le cadre de discussions au ministère, ça ne me choque pas. Le SNES l'a pratiqué, je pense que le SNU aussi, tout comme la CGT... et la CFDT tout le temps... Si c'est à froid ça s'appelle de la compromission. Mais pas quand tu as mobilisation du personnel. Et le SNES apparaissait alors comme un syndicat fort, en capacité de

mettre des milliers d'enseignants du second degré dans la rue. Les choses ont changé avec Allègre, parce qu'il était impossible de négocier avec lui... Et il ne voulait pas.

Cette année-là il n'y a pas de rencontre. Tous les bureaux du ministère lui sont fermés.

C'est une stratégie.

Ce qui n'est pas le cas avec le front du premier degré, au même moment.

Oui. Encore une fois, c'était une stratégie. Je me souviens qu'Allègre s'est dit, par exemple, qu'il allait passer par-dessus le SNES pour les mutations, en s'adressant aux rectorats... Tout ceci était voué à l'échec mais c'est vrai, le SNES a quand même subi ça. Et par ailleurs, dans le même temps, nous-mêmes avions nos revendications de premier degré.

C'est normal.

Quand le SNU était reçu au ministère, nous nous posions évidemment la question : on n'y va pas ? On y va ? Monique est attaquée, donc on n'y va pas ! Ça, ça tient une semaine, deux semaines, trois semaines... Mais après ça ne tient plus.

La question de fond, j'y reviens, c'est le rapport syndical et fédéral au gouvernement de gauche. Si on dépasse le problème spécifique des attaques contre Monique qui ont induit une réaction spécifique du SNES, nous n'étions pas dans un rapport indépendant. Ce n'était pas du tout non plus un rapport de complicité, mais plutôt un rapport de bienveillance. Comme je te l'ai dit, je l'ai vécu plus directement au moment des chômeurs où en gros on me renvoyait : *on ne va pas emmerder Jospin*. On ne va pas en rajouter. Je me souviens de discussions avec des dirigeants de la FSU, qui me disaient : Jacques, on n'ira pas sur une ligne d'affrontement au gouvernement. Voilà. C'était dit comme ça. Tout ceci a mis le bazar dans la fédération, avec un climat qui était plus qu'insupportable. A mon niveau, avec d'autres, j'ai essayé de faire bouger ces blocages à partir des questions d'organisation, de manifestations.

Au SNU et à la FSU ?

Au SNU. Et à la FSU avec mon « alter ego » du SNES, Luc Muller. Nous avions des mandats de la direction du SNU et de celle du SNES, mais nous essayions vraiment de tout faire pour que les divisions ne se voient pas trop dans les initiatives extérieures

C'est le 15 mars 99, la manifestation, mobilisation dans le primaire (carte scolaire, SNUipp et SGEN). Également appel à la grève du SNES -SNEP -SNALC et collectifs etc. Réforme des lycées... Donc si j'ai bien compris il y avait deux départs différents. Puisconvergence au boulevard Raspail ...

Voilà. En gros il y avait un accord SNU – SGEN, sur le premier degré. Le SGEN ne voulait pas d'accord avec le SNES, qui se trouvait donc relativement isolé. Il n'était pas acceptable pour le SNES d'accepter une première ligne SNU – SGEN se dirigeant vers le ministère avec le cortège du SNES derrière.

Nous, nous n'allions pas rompre un accord avec le SGEN au nom d'une unité de la fédération. J'étais donc dans cette contradiction-là.

D'où l'idée de descendre par le boulevard Raspail. Il y a deux contre-allées permettant d'avancer de front. De la sorte, nous sommes arrivés devant le ministère sur une même ligne, personne n'étant derrière personne... Du coup le SGEN était fou de rage, voulait quitter la première ligne...

Avant la préparation ? Ou le jour de la manif ?

Le jour de la manif. Pourtant, nous les avons bien prévenus. Franchement je n'ai jamais fait d'entourloupe à qui que ce soit... Quand tu fais une entourloupe, tu la fais une fois, après tu es grillé !

Ma pratique est de faire les choses correctement. S'il y a un désaccord politique, on va au fond, mais on ne met pas son partenaire devant le fait accompli. Donc la confiance existait. J'avais bien dit que nous arriverions ensemble, par deux voies distinctes. Mais le SGEN a semblé découvrir cette histoire des deux contre allées, et il était pour lui hors de question d'arriver sur une même ligne que le SNES. Peut-être ses rapports avec le camarade Allègre étaient-ils autrement plus privilégiés ?

La presse n'a pas fait état de ces deux cortèges sur les 2 contre-allées, elle n'a pas compris. Mais dans nos rangs tout le monde a compris !

Ça, je ne l'ai pas fait tout seul. Ça avait été discuté avec ma direction syndicale, qui avait trouvé que c'était une bonne idée. Voilà. Mais cette manif a été la plus dure que j'ai jamais organisée de ma vie !

On va passer à l'année 98 - 99. Sur la Seine-Saint-Denis, j'ai fait une remarque tout à l'heure donc printemps 98 par rapport au SNUipp. Tu la prends comment ma remarque ?

Je suis étonné parce que pour moi, le souvenir de la Seine-Saint-Denis, c'est José Tovar si mes souvenirs sont exactement.

Il était secrétaire départemental de la FSU.

Dans le 93, le SNU et le SNES s'entendaient très bien. En gros ce qui les fédérait à l'époque, c'était quand même le parti communiste français. Il y avait des secteurs combattifs, animés par l'Ecole Emancipée mais aussi par des collectifs de bahuts, d'établissements.

Je revois bien le mouvement. Je sais qu'il y a eu une manifestation très difficile, mais à quel moment...

C'est en avril, je pense... Peut-être à la fin du mois de mars, mais après il y a les vacances.

Oui. Il y avait quelques établissements du premier degré en lutte, mais ce n'était pas encore massif. Je me souviens que la direction du SNU m'a demandé d'envoyer des camarades du service d'ordre donner un coup de main au SNES pour la dispersion à Raspail.

Ce dont je me souviens bien... c'est que je me suis pris des coups, par les flics ! J'étais donc avec Luc, nous dispersions la manif. Il y a eu des heurts, il me semble que la vitrine d'Air France est tombée. D'ailleurs, ça avait fait la Une des journaux. A ce moment-là, le SNES n'arrivait plus à contrôler la mobilisation.

Une interrogation. Michel Deschamps, en 1997, ou peut-être plutôt 98, a écrit un texte très personnel en fait, et non pas avec les syndicats concernés, son projet éducatif de transformation de l'école.

La tribune du Monde ?

Je ne sais pas si c'est de celle-là dont tu veux parler, mais je me souviens de ce qui s'est passé autour du 10 mars, puisque c'était la date du procès des syndicalistes de Michelin à Clermont-Ferrand.

J'étais chargé à la FSU d'assurer la sécurité de Michel dans les déplacements où ça pouvait être compliqué. Je pars donc avec Michel Deschamps, Louis Viannet, et la sécurité de Louis Viannet, dans le même avion. On ne l'avait pas fait exprès. On arrive à Clermont le matin de très bonne heure. Michel et moi allons prendre un café en attendant l'ouverture du procès, et à ce moment-là Michel reçoit un coup de fil sur son portable. Je pense que c'est Pierre Toussenet, mais je n'en suis pas sûr... Et là je vois Michel, que je connaissais bien, devenir blême. Et au moment d'entrer dans le palais de justice, il m'a demandé de rentrer à Paris, ce qui ne se faisait jamais. C'était son choix, incompréhensible à ce moment-là, j'ai donc repris l'avion.

Le lendemain, Michel Deschamps démissionnait.

C'est d'abord la démission, le 11 mars. Et ensuite quelques jours après, dès ce jour-là, on le sait, c'est la liste du PCF.

Quand Robert Hue lui a proposé d'être sur la liste du PCF, Je pense qu'il lui proposait la troisième place. Il était donc sûr d'être élu aux élections européennes. Et Michel avait dit non. Il avait refusé l'offre... Voilà. Quand il y a eu ce fameux coup de fil, il a dû rappeler Robert Hue - ça je n'en sais rien, c'est moi qui le suppute... Et il s'est donc trouvé sur la liste du PCF, mais cette fois en 11^e position... Il y a eu 10 élus. Ce qui était terrible.

Peut-être parce que les autres avaient appris qu'il était sur une liste ?

Franchement, je ne sais pas. Je n'en ai jamais rediscuté avec Michel. Je peux dater précisément le fil des événements puisque j'étais avec lui. Quand le lendemain nous avons reçu au SNU sa lettre de démission, j'ai fait immédiatement le lien avec le coup de fil de la veille. Qu'est-ce qui a déclenché ça ? Je n'en sais strictement rien. Mais je ne partage pas ce que tu dis. Je pense que le coup de la liste n'est venu qu'après sa démission.

Dans la presse, le 11 mars, il y a la démission de Deschamps et sa participation aux élections européennes sur liste PCF, dans le journal.

Je pense que dans un même temps, ce fameux 10 ou 11 mars, après avoir pris dans sa tête la décision de démissionner, Michel a dû rappeler Robert Hue pour lui demander si sa proposition tenait toujours. Et il a pris dans la foulée la décision de se lancer en politique. Mais je maintiens qu'au matin du 10, lorsque nous avons pris l'avion, il n'était pas sur la liste.

Il n'était pas sur la liste du tout. Ni troisième. Ni onzième.

Ni troisième. Ni onzième. S'il avait voulu être sur la liste il aurait accepté dès qu'on le lui a proposé. Et il a décliné.

Par ailleurs, Michel, avait annoncé au moment du congrès de Toulouse, à la fin 97, qu'il terminerait son mandat en juin. Ça, je l'ai vu effectivement à plusieurs reprises, donc je suppose que c'est vrai. On me dit que, de toute façon il avait plusieurs fois annoncé qu'il démissionnait...

C'était très dur de diriger la fédération à l'époque.

Oui, mais s'il disait vouloir démissionner au mois de juin, qu'est-ce qui est fait à l'intérieur de la fédération ?

La création de la FSU, c'est l'œuvre de plusieurs personnes. C'est l'œuvre du SNU et du SNES. Mais je me souviens des locaux de la FSU au tout début, et l'image qui reste, c'est Michel Deschamps tout seul dans son bureau, avec Raf qui se tapait tout. Tout. Tout. L'appareil de la FSU, au début, c'était Raf, Raphaël !

Pourquoi Michel faisait consensus ? Déjà parce qu'il n'était ni au SNI, si au SNES. Il était Unité Action, ex-PC mais plus encarté. Mais aussi parce qu'il avait un véritable esprit de synthèse. Il est absolument remarquable.

François Labroille et moi fonctionnions en binôme, nous allions dans diverses assemblées. Michel nous envoyait, François pour le SNES, et moi pour le SNU. Il y avait entre nous des relations de confiance. François et moi marchions main dans la main, ce qui ne nous empêchait pas d'ailleurs d'être en désaccord sur un certain nombre de choses. La direction du SNES était contente, elle avait François. Celle du SNU était contente, j'étais là. Et la FSU était contente. Ça marchait donc comme ça, nous allions un peu partout : à Amsterdam, manifester avec l'extrême gauche suédoise, dans les

collectifs de chômeurs, c'était l'époque de Droit devant, de Droit au logement, de la rue du Dragon avec Monseigneur Gaillot... A certains moments nous disions à Michel : il faut que tu viennes. Et Michel venait. Mais si tu mets Droit devant, Droit au logement, Agir contre le chômage, tel mouvement ensemble... ça va discuter pendant 10 heures d'affilée ! Michel se mettait au fond de la salle, levait le doigt et disait : je propose ça comme synthèse. En 10 lignes. Et tout le monde disait : c'est absolument parfait. Il avait cette capacité-là, une capacité de synthèse hors du commun.

Pour la FSU c'était une qualité précieuse... Par ailleurs, c'était un homme très calme, d'une élégance à la fois humaine et vestimentaire. C'était quelqu'un qui présentait bien, qui parlait bien. Venant du SNETAP. Pour toutes ces raisons, nous avons eu un excellent secrétaire général de la FSU.

Politiquement... ce n'était pas un gauchiste, Michel, il était quand même très pro-Jospin. Mais il comprenait parfaitement bien l'indépendance syndicale. Et il s'est trouvé au cœur de ce conflit...

Après... La succession a été très mal préparée. Par U&A, qui n'a pas anticipé. Parce que ce binôme Daniel - Monique, franchement... !

À quoi tu l'attribues ?

Je pense qu'il n'y avait pas véritablement de direction U&A.

C'était à un moment très particulier... Quand on en est à manifester côte à côte et que c'est tout juste s'il ne faut pas mettre un service d'ordre entre les deux, tu peux avoir toutes les qualités de synthèse que tu veux, ça ne marche pas !

Ensuite, dans ce contexte, il y a eu cette tribune dans Le Monde, dont je n'ai d'ailleurs plus souvenir du contenu...

Et tu crois qu'elle est parue ?

J'en suis intimement persuadé, et je pense que c'est ça le déclencheur...

Ce que m'a dit Pierre et Jean-Michel...

Mais le contenu ne devait pas être favorable...

Voilà. Cela veut dire qu'à un moment donné, l'aspect consensuel, fédérateur de Michel Deschamps n'est plus au rendez-vous. Il prend clairement parti, il donne une orientation qui ne satisfait pas la direction du SNES.

Et qui ne satisfait pas une partie de la fédération. À partir de ce moment-là... Tu sais, un départ... c'est lié à des dizaines de petits accros, qui finissent par aboutir à cette tribune...

Pour moi c'est cet acte-là qui fait qu'un certain nombre de syndicats nationaux de la fédération considèrent que Michel ne peut plus nous représenter... On est obligé de désavouer. Voilà.

Alors sur l'après démission de Michel Deschamps, la doublette ?

Pour le coup, la démission de Michel Deschamps ouvrait une crise ouverte. Franchement il n'aurait pas été illégitime, dans un autre contexte politique, que le SNU revendique la place, sur la base de sa jeunesse, de sa victoire aux élections. Regarde aujourd'hui, Bernadette est issue du SNU. Mais dans le contexte de la démission de Michel, d'un désaccord profond du SNES, là on était dans une guerre de position. C'est : j'avance Daniel, j'avance untel ou une telle... Mais ça veut dire quoi ? C'est exactement la même discussion que tout à l'heure. C'est l'incapacité d'Unité - Action de préparer la succession de Michel. Parce que même s'il n'y avait pas eu crise, il aurait bien fallu remplacer Michel, on est pour la rotation des mandats. Donc il fallait le préparer. Et c'était à Unité Action de préparer la succession de Michel, même si ça peut paraître bizarre que ce soit moi, de l'Ecole Emancipée, qui dise ça.

C'est certain.

Et donc elle n'a pas été préparée. On a un problème d'absence de succession. Si tu mets quelqu'un du SNES, ça va paraître comme une provocation pour le SNU. Si tu mets quelqu'un du SNU, ça va paraître

comme une provocation pour les syndicats du second degré, pour aller vite. Et si tu mets quelqu'un d'autre, un autre syndicat, il faut trouver le volontaire...

Et la compétence.

Ce n'est pas évident de diriger la fédération, et c'est difficile, y compris aujourd'hui. Bravo à Bernadette. Bref, nous nous sommes donc retrouvés dans cette situation-là. La doublette est le reflet d'une totale impréparation de la succession. Et ça ne pouvait pas marcher.

De ton point de vue, pour dire les choses en clair, il n'y a pas une volonté d'OPA du SNU d'imposer son candidat ?

Absolument pas. Non. Je ne me souvenais même plus que nous avons d'abord avancé la candidature de Daniel, dans mon souvenir nous étions passés directement de Michel à cette proposition de doublette. Comme je te le disais tout à l'heure, nous étions forts de nos résultats aux élections professionnelles, nous pensions que l'orientation politique de la fédération devait s'appuyer sur celle conçue par le SNU : la nouveauté. Le rajeunissement. Le renouvellement du syndicalisme. Le rapport des syndicats à leurs tendances. Dans le SNU, le rapport inter-tendances, le couple Czal - Lebret par exemple, fonctionnait vraiment bien. Nous nous engueulions ferme entre U&A et Ecole Emancipée. Les réunions se tenaient au sous-sol. On était 20 en bas, ça hurlait, ça s'engueulait... Mais quand on remontait, tu avais une direction. Boum. C'était... C'était le SNU. Le SNU parlait, en tant que SNU.

Pour leur part, les copains du SNES nous disaient : Il y a U&A, il y a Ecole Emancipée. Les vaches sont bien gardées, mais l'Ecole Emancipée ne sera pas à la direction du SNES. Si tu es minoritaire, tu es minoritaire. C'était une toute autre conception. Le SNU avait eu droit à la Une du Monde après sa victoire aux élections professionnelles, et la journaliste avait fait un article en disant : mais vous bousculez le champ syndical par vos pratiques. Son obsession c'était : la cohabitation des « communistes » et des « trotskistes ». Mais il n'y avait ni « communistes », ni « trotskistes au sens où elle l'entendait.

Oui. Il y avait quelques camarades à la LCR, quelques autres au PC, mais ce n'est pas un équilibre entre eux qui faisait la ligne. Rien à voir. Il y avait une incompréhension du monde extérieur quand il pensait que c'est une alliance du colonel Fabien et de la ligue. Ce truc est archifaux.

Oui, c'est sûr... Donc cette doublette, elle ne fonctionne pas bien. Tu sais que Daniel démissionne très peu après, en janvier de l'année suivante.

Oui. Daniel est parti rue de Metz. Daniel m'appelait : tu fais ça. Et je faisais ça. Et Monique faisait pareil avec le SNES. Il y avait l'appareil du SNU et celui du SNES. Mais pas du tout en symbiose. Ni en opposition, d'ailleurs : ils s'ignoraient. Chacun faisait ce qu'il avait à faire. Une fédération ne peut pas fonctionner comme ça. C'est impossible. A minima, il aurait fallu que les tendances fonctionnent. C'est-à-dire que U&A fonctionne, qu'une orientation soit discutée et tranchée. Sur le fond, il aurait évidemment fallu que la fédération fonctionne en tant que telle. Avec un bureau fédéral et/ou un secrétariat fédéral, qui entoure le secrétaire général, qui soit représentatif des tendances et des syndicats, et qui cherche un consensus. C'est difficile. C'est conflictuel. Mais ça donne un point de passage, ça donne une fédération. Là, tu n'avais ni U&A, ni le secrétariat. Donc ça ne pouvait pas aller.

Mais tu restes à la direction du SNU à ce moment-là, ou pas ?

Oui. On a dégagé très peu de monde pour la rue de Metz. Par contre, à chaque fois que Daniel avait besoin de moi, j'y allais. Je ne me rappelle plus très bien cette période, qui ne m'a pas particulièrement marqué, contrairement à la précédente... Ensuite il y a eu Pierre Duharcourt, il a été en quelque sorte l'homme de la transition, mais il n'avait aucune autorité sur le SNES ou sur le SNU. Jusqu'à l'arrivée de Gérard, la FSU n'a eu de fédération que le nom. Voilà.

Tu fais une différence toi après avec l'arrivée de Gérard.

Ah oui. Parce qu'avec Gérard, on retrouve l'esprit fédéral.

Gérard était au SNES. D'accord. Il s'appuyait sur des camarades du SNES. Mais Gérard tenait compte de l'avis du SNU, de l'avis des syndicats non-enseignants, du SNPESPJJ, etc... Voilà. La sortie de crise, c'est Gérard.

Le retour du fédéral, la remise en route de la fédération, c'est Gérard. Enfin je le date comme ça. A son départ, Bernadette Groison est arrivée, sans que ça fasse un drame interne... Et elle fait son boulot. Moi je vois ça de très loin. Je ne suis plus les affaires. Mais elle fait son boulot plutôt bien. Et après elle il y aura quelqu'un d'autre... Ainsi, avec Gérard la fédération a recommencé à fonctionner, même si ce n'est pas toujours parfait. Je n'ai jamais entendu un militant du SNU critiquer Gérard.

Alors parmi les thématiques que l'on va travailler, même si ce n'est pas pour la prochaine fois, c'est la question du fédéral.

Pour les militants de base comme pour un militant du secrétariat du SNU, c'est une bouffée d'air frais. Pour moi, c'est : enfin !

Tout à fait. Il n'en demeure pas moins que, y compris à l'époque de Gérard, ou de Bernadette aujourd'hui d'ailleurs, la construction du fédéral... Jean-Michel dit et je crois que c'est assez juste : Il y avait un... Unité Action, c'était Gérard... J'ajouterais : C'est Gérard, par sa façon d'être, et sa capacité de synthèse aussi. Il est capable de faire ce que tu évoquais tout à l'heure. Pour autant les syndicats... Le SNES continue à s'investir dans la fédération. Mais que fait le SNU ? n'y a-t-il pas un repli sur son champ ?

Oui absolument. Nous sommes passés à une phase repli sur nous. Nous ne voulions plus de conflit avec le SNES. Donc... On reste à la maison !

Sur les Bouches-du-Rhône, au secrétariat départemental, il y a eu Jean-Paul Beauquier, puis Jean François Longo, aujourd'hui Alain Barlatier. Ça fonctionne. Mais c'est tranquille. C'est pépère. Enfin, mon avis est totalement extérieur, maintenant je suis au Conseil régional, je ne veux surtout pas me permettre de porter des jugements. Mais il me semble que nous avons un débat central à mener sur l'état du mouvement syndical...

Je ne pense pas qu'à terme nous pourrions rester une fédération isolée. Aujourd'hui personne ne nous attaque, exceptées des attaques partielles. Mais si un Allègre revient, on est mort !

Les autres ont aussi leurs problèmes, la CGT a des difficultés énormes... Cela me renvoie quelques années en arrière, avec François Labroille. On a organisé ensemble, avec Michel Deschamps, les États généraux du mouvement social.

Je voulais te parler de cette période-là aussi.

Il y a un camarade, décédé maintenant, qui s'appelait Jacques Kergoat. Il avait créé un groupe nommé « Ressay » avec René Mouriaux, qui réunissait une partie de la CGT, l'opposition CFDT, Solidaires. François Labroille et moi étions observateurs pour la FSU, qui n'y était pas en tant que telle, pour ne pas irriter la direction de la CGT. A cette époque-là, j'ai noué un certain nombre de contacts tous azimuts.

On sortait des grandes grèves de 95, on fait ces États généraux du mouvement social. Moi j'avais un carnet d'adresses qui me permettait quand même de voir pas mal du monde. Dont Pierre Bourdieu, qui m'a soufflé l'idée organiser quelque chose dans la foulée de ces grèves. J'ai contacté Claire Villiers, du mouvement des chômeurs, et l'animateur du mouvement des sans-papiers. On l'avait connu avec Michel, à l'occasion de l'occupation de l'église Saint-Bernard. Quand l'occupation a commencé, j'ai appelé Michel Deschamps. Nous étions quasiment sûrs que les flics interviendraient le lendemain. Il y avait des artistes, des intellectuels à Saint-Bernard. Il fallait que Michel y soit, il l'a compris. La fédération était capable de ça. Cela avait encore été une occasion de nouer des contacts. Nous n'avions

pas un vrai mandat. Mais tout le monde se disait : bon. On envoie Labroille et Jacques, on sait qu'ils ne font pas de conneries. Et donc on nouait plein de contacts informels.

Tout ceci a abouti aux États généraux du mouvement social, qui ont eu un succès d'estime. 250 personnes dans la salle c'est peu, mais du point de vue de la palette des participants, c'était extrêmement riche. La fédération était donc capable de ça.

Autre moment fort de cette période, on a eu une rencontre avec la direction de la CGT, après le congrès de Toulouse.

« On » c'est vous deux encore ?

Non, nous ne nous sommes pas vus en catimini, il y avait une vraie délégation : le secrétaire général, et quatre ou cinq personnes de la FSU. La délégation CGT était conduite par Bernard Thibault.

Tu y étais toi ?

Oui j'y étais. Nous avons proposé à la CGT de mettre en place un comité de liaison permanent... Un truc qui n'a jamais fonctionné ! La discussion était compliquée. La fédération des fonctionnaires CGT pensait que nous n'avions qu'à adhérer... Ce n'était bien-sûr pas aussi simple, Thibault le voyait bien. Et l'idée d'une FSU restant indépendante avec le label CGT n'était pas concevable, pour leur propre fédération de l'enseignement.

Autre chose, faire entrer 180 000 personnes de la FSU à la CGT aurait forcément entraîné un problème interne. La FSU avec ses tendances, ses bavards, ses insolents, capables de proposer des motions contre la direction... Les cultures sont totalement différentes. La CGT avait ses propres problèmes à l'interne, elle n'avait pas spécialement envie d'en créer davantage avec l'arrivée de 180 000 fonctionnaires supplémentaires.

D'autant qu'elle était vigilante à l'interne à un équilibre entre ses secteurs du public et ceux du privé. Et qu'elle n'avait pas non plus envie, avec l'arrivée de la FSU, de se voir coller un label « d'extrême gauche » sur l'échiquier syndical tel qu'il était perçu à l'époque.

Bref, ça n'a pas collé, on en est resté là.

Du côté de l'UNSA, j'ai rencontré Grosset et toute la bande. Nous étions plusieurs années après la scission. Je leur rappelais qu'ils nous avaient fichus à la porte... Ils me laissaient entendre que ce n'était pas ce qu'ils avaient fait de mieux, que non seulement ça n'avait pas... « assoupli » le champ syndical mais que ça l'avait au contraire complexifié.

Est-ce que tu te souviens du moment où vous cessez d'avoir des contacts informels avec l'opposition ?

Oui, c'est au moment où ça commençait à aller mal dans la fédération.

Au moment d'Allègre.

Oui. A ce moment-là, je n'ai quasiment plus vu François Labroille. C'était fini.

Avec François, je marchais main dans la main. Je ne faisais rien sans lui dire, et vice versa. Et nos directions respectives étaient au courant, même si c'était totalement informel.

Je me souviens d'une anecdote sur le syndicalisme policier. J'étais allé à la préfecture négocier un parcours de manif, avec le préfet de police de Paris. Il n'y avait que des « galonnés ». J'étais avec la CGT, je représentais donc la FSU, il devait y avoir d'autres syndicats, sans doute la CFDT, je ne me rappelle plus exactement. C'était une grosse manif. A la fin de la discussion, des « képis » demandent à me voir en particulier. Je me suis immédiatement demandé ce que j'avais fait, ce que nous avions fait, comme connerie ! Je m'attendais à ce qu'ils me remontent les bretelles. Pas du tout !

Nous étions juste après le résultat des élections professionnelles de 1996. Les policiers posent la casquette et me disent : Monsieur Lerichomme, là ce ne sont pas les flics qui parlent... Votre succès syndical, c'est quoi son ressort ? Je leur parle de la défense catégorielle, revendicative des collègues ; de l'articulation entre mobilisation et négociations ; du refus de liens construits avec les partis politiques, ce qui ne signifie pas que nous ne fassions pas de politique !

Ces policiers gradés cherchaient à construire un nouveau syndicat, et se sont sentis très proches de ce que je leur décrivais.

Nous avons eu une discussion dans la fédération. Ces policiers n'étaient pas des fachos, c'était des républicains, des progressistes. François et moi étions d'accord avec ça.

Et personne n'en veut parce que...

Personne n'en a voulu... parce que c'était des flics.

La CFDT ?

Il y avait alors le regroupement « Tous Ensemble » qui rassemblait les oppositionnels de la CFDT. Je me souviens d'une de leurs réunions au cinéma La Clé. Michel nous avait dit d'y aller tous les deux (François et moi). A titre individuel, bien sûr ! Si la presse avait dit que nous y étions...

C'était par hasard.

Voilà. C'était ça aussi notre fonctionnement. La fédération aurait pu dire qu'elle n'était pas comptable de ce que je faisais.

Pendant cette réunion, les camarades nous expliquaient qu'ils étaient majoritaires dans la CFDT, qu'ils allaient prendre la direction... Au retour, je dis à Michel que ce serait quand même la première fois qu'une direction se laisse déposséder par son opposition...

Avant ou après 95 ?

Après 95. Et évidemment, quand est arrivé le congrès du Val-de-Marne, qui était une fédération oppositionnelle, j'y étais et j'ai vu arriver 50 types en blouson de cuir, le service d'ordre de la CFDT. Ils ont cassé la fédération du Val-de-Marne en deux minutes, en filtrant les entrées : toi, tu ne rentres pas. Tu es exclu. Toi, tu rentres... Ils ont créé des syndicats de toute pièce avec des mandats. Et la fédération du Val-de-Marne, qui était une fédération oppositionnelle à la CFDT, est devenue une fédération Notat en trois heures ! C'était tout à fait détestable, mais tristement prévisible. C'était une illusion de penser que la direction pourrait être renversée démocratiquement.

Après avoir vécu une telle épreuve, l'opposition Tous Ensemble a implosé. Certains sont allés à la CGT, d'autres ont créé Solidaires. Des syndicats autonomes les ont rejoints, comme le SNU Impôts... Il y a un certain gâchis dans tout cela, car enfin ils devraient être avec nous, tous ces camarades-là.

Même pour la création de Sud PTT, il aurait fallu discuter.

A partir du moment où tu fais du syndicalisme, tu peux être plus ou moins radical sur ton curseur, mais les syndiqués se retrouvent sur des aspirations communes, sur des bases communes... Je me souviens de la grève des retraites de 2003, sur les Bouches-du-Rhône. Il y avait une réunion sur le 8^{ème} arrondissement de Marseille. J'y étais avec une copine du SNES. Il y avait une camarade de Solidaires. Elle était bien radicale, mais absolument pas militante politique, encartée nulle part. Elle avait choisi Solidaires parce qu'ils lui semblaient un peu plus radicaux, voilà tout. Mais nous, nous avons des schémas, nous rangeons les gens dans des cases. Je nous reproche une absence de pragmatisme, nous avons du mal à nous ouvrir à ceux qui n'ont pas la même étiquette que nous, ou tout au moins une étiquette estampillée « fréquentable ».

Je nous reproche aussi d'être restés cantonnés à l'Education Nationale. Il fallait bien sûr s'ouvrir, intégrer bien-sûr les impôts, et même les flics !

Nous avons raté ça. Il fallait faire une sorte d'union syndicale, nous n'avons pas su le faire. Et maintenant... on est dans la merde. Nous avons des problèmes de vie commune dans la fédération ; les syndicats hors enseignement vivent leur vie chacun de leur côté... Heureusement, personne ne veut la guerre, mais tout ça ne fait pas une dynamique fédérale !

Aujourd'hui, adhérer à la CGT serait très compliqué. Donc l'idée d'une union syndicale n'était pas complètement idiote.

À ce moment-là, non.